

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

22 décembre 2023

**DES PARLEMENTS PLUS SENSIBLES
À LA DIMENSION DE GENRE**

**Présentation de l'audit Genre de
la Chambre des représentants**

Rapport

fait au nom du Comité d'avis
pour l'Emancipation sociale
par
Mme **Goedele Liekens**

Sommaire

Pages

I. Exposés introductifs	3
II. Discussion générale	11
A. Questions et interventions des membres	11
B. Réponses	14

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

22 december 2023

**NAAR MEER GENDERBEWUSTE
PARLEMENTEN**

**Voorstelling Genderaudit van
de Kamer van volksvertegenwoordigers**

Verslag

namens het Adviescomité
voor de Maatschappelijke Emancipatie
uitgebracht door
mevrouw **Goedele Liekens**

Inhoud

Blz.

I. Inleidende uiteenzettingen	3
II Algemene bespreking.....	11
A. Vragen en opmerkingen van de leden.....	11
B. Antwoorden	14

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Karin Jiroflée

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Darya Safai, Valerie Van Peel
Ecolo-Groen	Séverine de Laveleye, Eva Platteau
PS	Patrick Prévot, Laurence Zanchetta
VB	Katleen Bury, Nathalie Dewulf
MR	Caroline Taquin
cd&v	Els Van Hoof
PVDA-PTB	Maria Vindevoghel
Open Vld	Goedeke Liekens
Vooruit	Karin Jiroflée

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Kathleen Depoorter, Michael Freilich, Frieda Gijbels
N., Julie Chanson, Kathleen Pisman
Chanelle Bonaventure, Sophie Thémont, Eliane Tillieux
Joris De Vriendt, Marijke Dillen, Dominiek Sneppe
Christophe Bombled, Florence Reuter
Leen Dierick, Nahima Lanjri
Greet Daems, Nadia Moscufo
Tania De Jonge, Marianne Verhaert
Melissa Depraetere, Anja Vanrobaeys

C. — Membres sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigde leden:

Les Engagés	Vanessa Matz
DéFI	Sophie Rohonyi

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre comité d'avis a examiné l'audit Genre de la Chambre des représentants au cours de sa réunion du 7 novembre 2023.

I. — EXPOSÉS INTRODUCTIFS

Mme Eliane Tillieux, présidente de la Chambre des représentants, indique pour commencer que le 25 octobre 2023 se tenait dans l'hémicycle de la Chambre une cérémonie pour le lancement d'une pièce commémorative de 2 euros émise pour célébrer le septante-cinquième anniversaire du droit de vote des femmes. Cette extension du droit de vote a été un point crucial dans l'histoire de la Belgique et de l'Europe. Le droit de vote des femmes reste un jalon important dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

En tant que première femme présidente de la Chambre des représentants, Mme Tillieux estime qu'il est extrêmement important de renforcer cette égalité des genres dans les murs du Palais de la Nation.

Elle se dit fière que la Belgique soit depuis longtemps à l'avant-garde dans cette lutte, avec des textes historiques. Elle pense notamment à la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes.¹

Plus récemment, le Parlement a adopté, le 29 juin 2023, une loi baptisée "Stop féminicide". Ce texte inédit comporte un ensemble d'instruments de protection des victimes de féminicides et de mesure de ces crimes (DOC 55 3400/007).

Depuis 2019, plusieurs actes symboliques ont été également posés. Outre la désignation d'une présidente à la fois au Sénat et à la Chambre des représentants, la désignation d'une femme Première ministre montre que des progrès sont en cours. Cependant, le chemin pour l'égalité des genres est encore très long et il faut continuer d'agir dans ce sens, tant au sein de notre administration qu'au niveau politique.

Les partis politiques ont aussi très clairement un rôle à jouer. C'est en effet à travers eux que se concrétise la représentation démocratique des citoyennes et citoyens. Il est donc important de souligner que malgré les avancées législatives et la reconnaissance des droits

¹ https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/Wet_10mei07_Gender.pdf

DAMES EN HEREN,

Uw adviescomité heeft de genderaudit van de Kamer van volksvertegenwoordigers besproken tijdens zijn vergadering van 7 november 2023.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTINGEN

Mevrouw Eliane Tillieux, voorzitter van de Kamer, stipt om te beginnen aan dat op 25 oktober 2023 in het halfrond van de Kamer van volksvertegenwoordigers een plechtigheid werd gehouden om de herdenkingsmunt van 2 euro voor te stellen die werd uitgebracht om de vijfenzeventigste verjaardag van het vrouwenkiesrecht te vieren. Die uitbreiding van het kiesrecht is een sleutelmoment geweest in de Belgische en Europese geschiedenis. Het vrouwenkiesrecht blijft een belangrijke stap in de strijd voor gendergelijkheid.

Als eerste voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers vindt mevrouw Tillieux het uitermate belangrijk om in te zetten op gendergelijkheid binnen de muren van het Paleis der Natie.

Ze is trots dat België dankzij baanbrekende teksten sinds lang een voortrekkersrol speelt in die strijd. Ze denkt meer bepaald aan de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.¹

Recenter, op 29 juni 2023, heeft het Parlement een wet aangenomen die de preventie en bestrijding beoogt van feminicides (DOC 55 3400/007). Die grensverleggende tekst behelst een arsenaal aan instrumenten om slachtoffers van feminicides te beschermen en die misdaden in kaart te brengen.

Sinds 2019 zijn er nog verschillende andere symbolische initiatieven genomen. Naast de gelijktijdige aanstelling van een vrouw tot voorzitter in zowel de Senaat als de Kamer van volksvertegenwoordigers toont de benoeming van een vrouwelijke eerste minister aan dat er vooruitgang wordt geboekt. De weg naar gendergelijkheid is echter nog lang en moet verder worden bewandeld, zowel in het Paleis der Natie als op politiek niveau.

De politieke partijen hebben duidelijk ook een rol te spelen. Zij verpersoonlijken de democratische vertegenwoordiging van mannen en vrouwen. Het is dus belangrijk om te benadrukken dat er ondanks de vooruitgang in de wetgeving en de erkenning van de grondrechten van de

¹ https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/Wet_10mei07_Gender.pdf

fondamentaux des femmes en politique, il persiste un fossé entre les femmes et les hommes dans l'exercice du pouvoir et dans la prise de décisions.

Aussi, le 8 mars 2021, la présidente de la Chambre et la présidente du Sénat se sont alliées pour organiser un webinaire consacré à "la place des femmes dans un parlement au 21^e siècle". Dans ce contexte, elles ont sollicité un audit pour évaluer la sensibilité au genre du Parlement fédéral.

Cette analyse s'est basée sur deux fils conducteurs. Il était question de réaliser un état des lieux de la situation et de mesurer l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau politique d'une part, et au niveau de l'organisation interne d'autre part. L'ambition avouée des présidentes est de faire du Parlement fédéral de Belgique l'un des parlements européens les plus sensibles à la dimension de genre d'ici 2030.

Deux groupes de travail ont été constitués, un au Sénat et un à la Chambre. L'un et l'autre ont examiné tous les pans du fonctionnement de l'administration et du domaine politique: le cadre juridique et la fonction législative, la communication interne et externe, la fonction de représentation, la gestion du personnel, la vie politique, le patrimoine et les infrastructures. Leur analyse a abouti, en mars 2022, à deux rapports qui éclairent la situation actuelle et démontrent la nécessité d'agir concrètement, à tous les niveaux.

Côté politique, bien que la composition du Parlement se rapproche de la parité, elle n'est pas encore atteinte. En 2019, sur 27 parlements nationaux d'Europe, la proportion moyenne de femmes était de 31,56 % (chambres basses ou uniques). La Belgique se classe à la 5^e place, avec 43 % de femmes.

Naturellement, la représentation des femmes a une forte incidence sur le nombre de prises de parole féminines. Ainsi, lors de débats en séance plénière sur des textes législatifs ou d'initiative parlementaire – sans tenir compte des interpellations et des questions orales –, la prise de parole des femmes est passée de 16 % en 1999 à 38 % en 2022, soit une augmentation de 22 %. Cela démontre à suffisance que la présence des femmes a un impact direct sur leur représentation en politique.

Cependant, il reste des domaines où les femmes sont encore sous-représentées. Mme Tillieux se réfère notamment aux commissions liées à l'économie ou aux finances, ainsi qu'au rôle de chef de groupe politique, généralement rempli par des hommes. Selon elle, cette

vrouwen in de politiek nog steeds een kloof gaapt tussen vrouwen en mannen op het niveau van de uitoefening van de macht en in de besluitvorming.

Bijgevolg hebben de voorzitters van de Kamer en van de Senaat op 8 maart 2021 hun krachten gebundeld om een webinar te organiseren over "de rol van een vrouw in een 21^e-eeuws parlement". In dat verband hebben zij een audit aangevraagd waarin zou worden gepeild naar het genderbewustzijn in het Federaal Parlement.

Die analyse was rond twee thema's opgebouwd: de opmaak van een stand van zaken en de opmeting van de gendergelijkheid op politiek niveau en in de interne-organisatiestructuur. Het is de ambitie van de voorzitters om van het Belgische Federaal Parlement tegen 2030 een van de meest genderbewuste parlementen in Europa te maken.

Er werden twee werkgroepen samengesteld, een in de Senaat en een in de Kamer. Beide werkgroepen hebben alle werkingsaspecten van de diensten en van het politieke niveau onder de loep genomen: het wettelijk kader en de wetgevende taak, de interne en externe communicatie, de vertegenwoordigingsfunctie, het personeelsbeheer, het politieke leven, de gebouwen en de voorzieningen. Uit hun analyses zijn in maart 2022 twee verslagen voortgevloeid die een duidelijk licht werpen op de huidige situatie en die de noodzaak aantonen om over te gaan tot concrete acties op alle niveaus.

Op politiek vlak is er nog geen sprake van een paritaire verdeling, hoewel de samenstelling van het Parlement in de buurt komt. In de 27 nationale parlementen van de Europese lidstaten hadden gemiddeld 31,56 % vrouwen zitting (in bi- of monocamerale systemen). België bekleedt hier de vijfde plaats, met 43 % vrouwen.

Vanzelfsprekend heeft de vertegenwoordiging van vrouwen een sterke invloed op het aantal vrouwen dat aan het woord komt. Zo is in plenaire debatten over wetgevende teksten of parlementaire initiatieven – zonder interpellaties en mondelinge vragen mee te rekenen – het percentage vrouwen dat het woord neemt gestegen van 16 % in 1999 tot 38 % in 2022, een stijging met 22 %. Dit toont voldoende aan dat de aanwezigheid van vrouwen een directe weerslag heeft op de mate waarin ze politiek aan bod komen.

Toch blijven er nog domeinen waar vrouwen ondervertegenwoordigd zijn. Mevrouw Tillieux verwijst met name naar de commissie voor Economie en die voor Financiën, alsook naar de rol van de fractieleider, die over het algemeen door mannen wordt vervuld. Volgens

faible présence des femmes peut entraîner des biais dans les débats.

Côté administratif, le constat général de cet audit est la nécessité d'atteindre une meilleure égalité des genres via la mise en place d'une stratégie plus volontariste. En effet, à travers les outils de screening utilisés, il est souvent fait état de la demande d'un cadre de référence. Or, même s'il y a une tendance à tenir compte du genre dans les différents domaines d'action de l'administration, cette dernière n'est pas structurée en un plan d'action clair, avec une vision et des objectifs.

Aussi, pour mettre en place une vision stratégique et un plan d'action en matière d'égalité des genres, une personne de référence formée aux questions de genre et à la gestion de projet devrait être désignée prochainement.

Le 15 février 2023, le Bureau de la Chambre des représentants a approuvé une note d'orientation visant à faire du Parlement fédéral un parlement plus sensible au genre d'ici 2030. Il a été décidé de lancer un appel interne pour l'engagement d'un référent genre et diversité au sein de l'administration. Plus récemment, il a aussi été décidé de prendre en compte la dimension de genre dans le cadre de promotion interne: à compétences égales, c'est le genre le moins représenté qui sera choisi. Un engagement a également été pris afin de viser une répartition égalitaire entre les hommes et les femmes lors des missions.

Par la suite, la présidente de la Chambre souhaite partager quelques réflexions:

— La dimension de genre n'est pas intégrée dans les procédures d'adoption des textes de loi. Or, pour favoriser l'égalité, tous les textes de lois devraient être passés à la loupe "du genre" afin d'analyser les impacts sur les différents publics et éviter les biais.

— La loi du 12 janvier 2007 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin en septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques fédérales, fixe l'obligation de mentionner les crédits spécifiques dédiés à l'égalité entre les hommes et les femmes. Or l'approche genrée du budget à la Chambre n'est pas encore une réalité.

— La présidente plaide enfin pour instaurer un automatisme dans la récolte de données genrées lorsque le référent genre et diversité sera désigné.

haar kan die lage vrouwelijke aanwezigheid de debatten vertekenen.

Wat de diensten betreft, luidt de algemene bevinding van de audit dat een betere gendergelijkheid een draadkrachtigere strategie vereist. De aangewende screeningtools tonen echter geregeld de behoefte aan een referentiekader aan. Ondanks de tendens om in de verschillende actiedomeinen van de diensten rekening te houden met gender, gebeurt dat zonder structuur en zonder een helder actieplan met een visie en doelstellingen.

Om een strategische visie en een actieplan voor gendergelijkheid op te stellen, wordt bijgevolg binnenkort een referent aangesteld die is opgeleid in genderkwesties en projectbeheer.

Op 15 februari 2023 keurde het Bureau van de Kamer van volksvertegenwoordigers een oriëntatienota goed om het Federaal Parlement tegen 2030 genderbewuster te maken. Er werd beslist om een interne oproep te lanceren voor de aanwerving van een referent "gender en diversiteit" binnen de diensten. Recenter werd ook beslist om rekening te houden met de genderdimensie bij interne promoties: bij gelijke competenties zal het minst vertegenwoordigde geslacht gekozen worden. Er is ook een verbintenis aangegaan om te streven naar een gelijke verdeling van mannen en vrouwen bij zendingen.

De Kamervoorzitster formuleert voorts enkele beschouwingen:

— De genderdimensie is niet geïntegreerd in de goedkeuringsprocedures van wetteksten. Om gelijkheid te bevorderen, zou echter alle wetgeving moeten worden onderworpen aan een gendertoets, teneinde de impact op de verschillende groepen te analyseren en denkfouten te voorkomen.

— De wet van 12 januari 2007 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de wereldvrouwenconferentie die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de federale beleidslijnen, houdt de verplichting in om de specifieke kredieten te vermelden die toegekend worden aan de gelijkheid van mannen en vrouwen. De genderspecifieke benadering van de begroting van de Kamer is echter nog geen werkelijkheid.

— Tot slot pleit de voorzitter voor de automatische verzameling van genderspecifieke gegevens wanneer de referent "gender en diversiteit" zal zijn aangesteld.

Ce combat pour l'égalité des genres, la présidente de la Chambre le porte également à chaque occasion, notamment lors des missions de représentation de cette assemblée. En tant que présidente du Conseil de l'Union européenne en 2024, la Belgique aura une occasion unique de promouvoir l'égalité des genres au niveau européen. La présidente estime qu'il faut travailler main dans la main avec d'autres États membres pour s'engager à partager les meilleures pratiques, à encourager les réformes et à renforcer la participation des femmes à tous les niveaux de la politique européenne.

Mme Tillieux conclut en soulignant que l'égalité des genres est un objectif fondamental que la Belgique a toujours soutenu, tant sur le plan législatif que symbolique. Elle-même en a fait un combat personnel de longue date et elle se réjouit que des résultats concrets se fassent jour. Toutefois, des défis subsistent et il est de notre responsabilité de les relever.

Mme Veerle De Bleser, première conseillère au service du compte-rendu analytique, rappelle que le groupe de travail Genre, composé de fonctionnaires de la Chambre et du Sénat, a été mis en place en 2021. Il s'agissait initialement d'un groupe mixte qui avait pour mission de dresser un état des lieux du genre au Parlement et de proposer une série de recommandations dans le but d'améliorer la situation.

Le point de départ du groupe de travail était la collecte de données. Cette tâche n'était pas aisée car trouver des données genrées dans les bases de données n'allait pas de soi. Il a été également souligné dès le départ qu'il conviendrait de réaliser un examen qualitatif – autrement dit anonyme, externe et indépendant – pour pouvoir mesurer le comportement réel. Le groupe de travail s'est réuni à partir de mai 2021, jusqu'en février 2022. Le résultat de ce travail est un rapport circonstancié mais qui n'est pas totalement à jour. En effet, le groupe de travail ne s'est plus réuni depuis février 2022 et plusieurs initiatives ont été prises en parallèle depuis lors.

L'intervenante se penche tout d'abord sur la méthode adoptée par le groupe de travail. Pour cerner le champ d'étude, il y avait lieu de définir clairement ce qu'est la "sensibilité à la dimension du genre". Des définitions de ce concept ont été données par l'Union interparlementaire (UIP) et par l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE). Les deux organismes utilisent des outils de screening qui sont basés sur des questionnaires. Cependant, les définitions données par l'une et l'autre se fondent sur une approche binaire. Certains membres du groupe de travail ont relevé qu'une telle binarité ne reflète pas la réalité de la société. Cette remarque a été prise en compte autant que possible.

De Kamervoorzitster zet zich ook bij elke gelegenheid in voor de gelijkheid van mannen en vrouwen, met name wanneer ze de Kamer vertegenwoordigt. Tijdens het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie in 2024 krijgt België een unieke kans om gendergelijkheid op Europees niveau te bevorderen. De voorzitter meent dat we met andere lidstaten moeten samenwerken om de beste praktijken te delen, hervormingen aan te moedigen en de deelname van vrouwen op alle niveaus van de Europese politiek te versterken.

Mevrouw Tillieux rondt af door te benadrukken dat gendergelijkheid een fundamentele doelstelling is die België altijd heeft nagestreefd, zowel op wetgevend als op symbolisch vlak. Ze heeft er zelf lange tijd een persoonlijke strijd van gemaakt en is verheugd dat concrete resultaten worden geboekt. Er zijn echter nog uitdagingen en het is onze verantwoordelijkheid om ze aan te gaan.

Mevrouw Veerle De Bleser, eerste adviseur bij de dienst Beknopt Verslag, herinnert eraan dat de werkgroep Gender, samengesteld uit ambtenaren van de Kamer en de Senaat, is opgericht in 2021. Aanvankelijk was het een gemengde groep met als opdracht de gendersituatie in het Parlement in kaart te brengen en een reeks aanbevelingen voor te stellen om die situatie te verbeteren.

Het uitgangspunt van de werkgroep was het verzamelen van gegevens. Dat was niet eenvoudig, aangezien het niet makkelijk was om gendergegevens in de databanken te vinden. Van bij aanvang werd ook benadrukt dat kwalitatief onderzoek – met andere woorden: anoniem, extern en onafhankelijk – nodig zou zijn om feitelijk gedrag te meten. De werkgroep kwam bijeen van mei 2021 tot februari 2022. Het resultaat van de werkzaamheden is een uitvoerig verslag, dat echter niet helemaal actueel is. De werkgroep is inderdaad niet meer bijeengekomen sinds februari 2022 en er zijn sindsdien een aantal gelijklopende initiatieven genomen.

De spreekster gaat eerst in op de methode die de werkgroep heeft gevolgd. Om het onderzoeksgebied af te bakenen, was het nodig om duidelijk te definiëren wat "genderbewustzijn" betekent. Dat concept werd gedefinieerd door de Interparlementaire Unie (IPU) en het Europees Instituut voor gendergelijkheid (EIGE). Beide organisaties gebruiken screeninginstrumenten op basis van vragenlijsten. Hun definities steunen echter op een binaire benadering. Sommige leden van de werkgroep hebben erop gewezen dat een dergelijke binaire benadering de realiteit van de samenleving niet weerspiegelt. Met deze opmerking is zoveel mogelijk rekening gehouden.

Le groupe de travail a ensuite dressé une liste 124 questions, sur base des outils des deux organismes. Il a ensuite tenté de formuler des réponses à ces questions. Mme De Bleser souligne que les recommandations qui relèvent du domaine politique doivent plutôt être considérées comme des pistes de réflexion, puisque le fonctionnaire ne peut naturellement pas dicter sa conduite à un élu.

Le premier chapitre du rapport porte sur la vie politique et évoque l'organisation du travail parlementaire. Il y est question de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, du congé de maternité ou de paternité, et du droit de vote pendant les congés familiaux des membres du Parlement. La recommandation formulée à ce sujet est d'organiser un examen qualitatif concernant cet équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Ensuite, ce même chapitre évoque la prévention de la discrimination, du sexisme et du harcèlement. Il a été constaté qu'il n'existe pas de code de conduite ou de politique spécifique à ce sujet. Néanmoins, le code de déontologie en fait mention mais concerne surtout les relations entre les parlementaires et les citoyens. L'article 65 du règlement de la Chambre aborde aussi ces aspects mais pas dans leur ensemble. Par la suite, ce même chapitre aborde la représentativité des femmes dans la hiérarchie et dans la prise de décisions, la responsabilité partagée avec les membres masculins, les rôles assumés par les hommes dans les questions de genre. Le chapitre se termine par la dimension du genre dans le règlement de la Chambre et, notamment, l'article 69 qui porte sur la composition du comité d'avis pour l'Emancipation sociale.

Le deuxième chapitre s'attarde sur le cadre juridique et la fonction législative. Il pose la question de savoir s'il est nécessaire et pertinent de veiller à une composition paritaire dans la Constitution. Ce chapitre évoque également la loi de 2007 contre les discriminations, celle du *gender mainstreaming* de janvier 2007 et d'autres textes légaux sur le sujet. Ici se pose la question de savoir si le cadre juridique existant est suffisant pour garantir l'égalité des genres. Ensuite, ce chapitre examine la dimension du genre dans l'adoption de propositions de loi et de résolution. Le constat général est qu'il existe des outils mais qu'ils ne sont pas toujours appliqués de manière structurée. Il en va de même pour l'évaluation de l'impact des lois sur les aspects de genre. Il est également constaté que ces lois en matière de *gender mainstreaming* sont peu utilisées. Les questions posées sont: les moyens existants sont-ils suffisants? Les organes compétents sont-ils efficaces? Disposent-ils de suffisamment de pouvoir? Ou faut-il revoir leur place dans le cadre parlementaire? Ensuite, ce même chapitre présente le comité d'avis pour l'Emancipation sociale.

De werkgroep heeft vervolgens een lijst met 124 vragen opgesteld, aan de hand van de instrumenten van de twee organisaties. Vervolgens heeft hij geprobeerd antwoorden te formuleren op die vragen. Mevrouw De Bleser benadrukt dat de aanbevelingen met betrekking tot de politieke sfeer veeleer als denksproei moeten worden gezien, aangezien de ambtenaren het gedrag van de verkozenen uiteraard niet kunnen sturen.

Het eerste hoofdstuk van het verslag gaat over de politiek en de organisatie van de parlementaire werkzaamheden. Het behandelt het evenwicht tussen werk en privéleven, zwangerschaps- en vaderschapsverlof en stemrecht tijdens verlof om familiale redenen voor parlementsleden. Aanbevolen wordt om een kwalitatieve beoordeling van het evenwicht tussen werk en privéleven te organiseren.

Ten tweede gaat dat hoofdstuk over het voorkomen van discriminatie, seksisme en belaging. Er werd opgemerkt dat er met betrekking tot dit onderwerp geen gedragscode bestaat, noch een specifiek beleid. De deontologische code maakt er wel melding van, maar heeft voornamelijk betrekking op de relaties tussen de parlementsleden en de burgers. Artikel 65 van het Reglement van de Kamer behandelt deze aspecten ook, maar niet volledig. Hetzelfde hoofdstuk behandelt vervolgens de vertegenwoordiging van vrouwen in de hiërarchie en in de besluitvorming, de gedeelde verantwoordelijkheid met mannelijke leden en de rollen die mannen spelen in genderkwesties. Het hoofdstuk sluit af met de genderdimensie in het Reglement van de Kamer en in het bijzonder artikel 69 over de samenstelling van het adviescomité voor de Maatschappelijke Emancipatie.

Het tweede hoofdstuk gaat over het rechtskader en de wetgevende functie. Het onderzoekt of de grondwettelijke verankering van een gelijke vertegenwoordiging noodzakelijk en relevant is. Dit hoofdstuk gaat ook in op de wet van 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, op de wet *gendermainstreaming* van januari 2007 en op andere wetteksten over dit onderwerp. Er wordt nagegaan of het huidige juridisch raamwerk volstaat om gendergelijkheid te garanderen. Vervolgens onderzoekt dit hoofdstuk de genderdimensie bij de aanneming van wetsvoorstellen en van voorstellen van resolutie. De algemene bevinding luidt dat er tools zijn, maar dat die niet altijd gestructureerd worden toegepast. Hetzelfde geldt voor de evaluatie van de weerslag van de wetten uit een genderoogpunt. Tevens wordt vastgesteld dat die wetten inzake *gendermainstreaming* weinig worden gebruikt. De volgende vragen worden gesteld: volstaan de huidige middelen? Zijn de bevoegde instanties doeltreffend? Hebben zij voldoende macht? Of moet hun plaats in de parlementaire context worden herzien? Vervolgens verstrekt dit hoofdstuk toelichting over het

Une des pistes d'amélioration mentionnées dans le rapport concerne le fait que toute proposition de résolution émanant du comité doive d'abord être soumise à la Conférence des présidents de la Chambre. Une telle disposition est limitante mais pour y remédier, il faudrait modifier le Règlement de la Chambre. Par ailleurs, le groupe de travail s'interroge sur les synergies existantes et possibles avec le comité d'avis pour l'Égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat. Le groupe de travail reconnaît qu'il est complexe d'organiser conjointement les travaux des deux comités mais propose quelques pistes pour renforcer ces synergies. Il est question ensuite du système électoral, à propos duquel se posent notamment les questions suivantes: quels sont les facteurs qui empêchent une plus large participation des femmes au Parlement? Le niveau de représentation actuel est-il suffisant? Quels sont les mécanismes qui pourraient être introduits?

Le troisième chapitre de l'audit porte sur la communication interne et externe de la Chambre. À ce jour, il n'y a pas de directives formelles concernant un usage linguistique inclusif ou sensible au genre. Ce chapitre examine également la présence de femmes sur les photos et vidéos publiées par la Chambre sur les réseaux sociaux. Il a été signalé qu'il n'est toujours pas aisé d'assurer une parité car il y a beaucoup d'autres paramètres dont il faut tenir compte. Ce chapitre souligne aussi que les images représentant des femmes ou des hommes ne doivent pas véhiculer des clichés. Le groupe de travail recommande d'élaborer une procédure formelle concernant le langage (neutre ou inclusif) utilisé dans le cadre de la communication externe et concernant les équilibres en matière de genre dans les photos et vidéos. Dans le même ordre d'idées, un sous-groupe de travail "langue et genre" a été constitué avec les représentants de tous les services de communication interne et externe de la Chambre. Ce groupe a formulé quelques recommandations et il préconise de fixer des directives concernant l'utilisation d'un langage sensible au genre par la Chambre. Ces directives devraient:

- être claires et nuancées;
- tenir compte des spécificités de chaque langue;
- être développées pour la communication interne et externe;
- comprendre au minimum des recommandations sur la féminisation des titres de fonction;
- elles pourraient également comprendre des recommandations en termes d'écriture inclusive.

adviescomité voor de Maatschappelijke Emancipatie. Een van de verbeterpunten in het verslag betreft het feit dat alle voorstellen van resolutie van het adviescomité eerst aan de Conferentie van voorzitters van de Kamer moeten worden voorgelegd. Een dergelijke regeling werkt beperkend, maar om dat te verhelpen zou het Reglement van de Kamer moeten worden gewijzigd. Voorts onderzoekt de werkgroep de huidige en mogelijke synergieën met het adviescomité voor Gelijke Kansen voor vrouwen en mannen van de Senaat. De werkgroep erkent dat het ingewikkeld is om de werkzaamheden van de twee comités gezamenlijk te organiseren, maar er worden een aantal pistes voorgesteld om die synergieën te versterken. Vervolgens komt het kiesstelsel aan bod, wat de volgende vragen doet rijzen: welke factoren staan een groter aantal vrouwen in het Parlement in de weg? Volstaat de huidige vertegenwoordigingsgraad? Welke mechanismen zouden kunnen worden ingevoerd?

Het derde hoofdstuk van de audit betreft de interne en externe communicatie van de Kamer. Tot nu toe werden nog geen formele richtlijnen inzake inclusief of genderbewust taalgebruik uitgebracht. Dit hoofdstuk onderzoekt ook de aanwezigheid van vrouwen op de foto's en in de video's die de Kamer op de sociale netwerken plaatst. Er werd op gewezen dat pariteit niet altijd gemakkelijk te bereiken is, aangezien met tal van andere parameters rekening moet worden gehouden. Dit hoofdstuk benadrukt ook dat de beelden waarop vrouwen of mannen te zien zijn, geen clichés mogen uitdragen. De werkgroep beveelt aan om een formele procedure uit te werken betreffende het (neutraal of inclusief) taalgebruik in de externe communicatie en betreffende het genderevenwicht op foto's en in video's. Nog in dat verband werd een subwerkgroep "taal en gender" opgericht, met vertegenwoordigers van alle interne en externe communicatiediensten van de Kamer. Die subwerkgroep heeft enkele aanbevelingen gedaan en roept op tot richtlijnen met het oog op genderbewust taalgebruik door de Kamer. Die richtlijnen zouden:

- duidelijk en genuanceerd moeten zijn;
- rekening moeten houden met de specifieke kenmerken van elke taal;
- moeten worden uitgewerkt voor de interne en de externe communicatie;
- minstens aanbevelingen moeten omvatten betreffende de vervrouwelijking van de functietitels;
- eveneens aanbevelingen kunnen omvatten betreffende inclusief schrijven.

Le sous-groupe de travail “langue et genre” recommande néanmoins de ne pas utiliser l’écriture inclusive impliquant des symboles typographiques, points médians ou le recours à des néologismes. La raison est qu’il est important de préserver la lisibilité et l’accessibilité des textes. Le sous-groupe de travail signale par ailleurs que pour les textes à caractère législatif, le seul cadre de référence reste le Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires du Conseil d’État (technique législative).

Le quatrième chapitre de l’audit aborde les fonctions de représentation. L’objectif de cette section est d’examiner la visibilité des femmes et la composition des missions parlementaires. Le groupe de travail recommande que la parité homme-femme figure parmi les critères de sélection des orateurs pour les réunions organisées par la Chambre. Le remboursement éventuel des frais de garde d’enfant pour les parlementaires qui participent à une mission parlementaire pourrait être examiné.

Le chapitre suivant porte sur la gestion du personnel. Le constat est que le critère homme-femme n’est pas pris en compte dans le recrutement, en plus des critères professionnels. À ce sujet, le groupe de travail recommande d’analyser le matériel de test utilisé, afin d’identifier les éventuels biais de genre. De plus, le jury de sélection doit dans tous les cas être composé de personnes des deux sexes. En matière de suivi, il y a lieu d’enregistrer les données de genre des candidats et des lauréats aux examens. Dans l’ensemble, le groupe de travail recommande aux services des ressources humaines de veiller à la diversité dans les procédures de recrutement. Les notions de discrimination, de sexisme et de harcèlement figurent dans une annexe du statut du personnel. Le groupe de travail préconise une meilleure communication sur la politique, une meilleure définition de ces notions, ainsi que leur intégration dans la politique. Il y a lieu aussi de vérifier de quelle manière la loi sur le bien-être s’applique à chaque catégorie de personnes présentes sur le lieu de travail. Concernant l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée, il varie selon les services, selon qu’ils dépendent directement ou indirectement du travail parlementaire. Il est demandé que les décisions prises par la Conférence des présidents le 24 novembre 2021, relatives à des réunions plus fonctionnelles, soient appliqués. Le groupe de travail recommande de fixer clairement quelles sont les prestations qui demandent un repos et de tenir compte des congés scolaires de l’enseignement francophone. Une recommandation générale serait de réaliser une analyse qualitative avec une expertise extérieure sur cet équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Il y a par ailleurs un grand déséquilibre hommes-femmes au niveau de la structure de l’administration. Le groupe de

De subwerkgroep “taal en gender” beveelt niettemin aan om bij het inclusief schrijven geen typografische symbolen of halfhoge punten te gebruiken en spaarzaam om te springen met neologismen. Het komt er namelijk op aan de teksten bevattelijk en toegankelijk te houden. De subwerkgroep wijst er voorts op dat inzake de wetgevende teksten de Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten (Beginselen van de wetgevingstechniek) van de Raad van State het enige referentiekader blijft.

Het vierde hoofdstuk van de audit gaat in op de vertegenwoordigende functies. Dit deel beoogt de zichtbaarheid van vrouwen en de samenstelling van de parlementaire zendingen te onderzoeken. De werkgroep beveelt aan om genderpariteit op te nemen als een van de criteria voor de selectie van de sprekers bij door de Kamer georganiseerde bijeenkomsten. Ook de mogelijke terugbetaling van de kosten voor kinderopvang voor de parlementsleden die deelnemen aan een parlementaire zending, zou kunnen worden onderzocht.

Het volgende hoofdstuk betreft het personeelsbeheer. Vastgesteld wordt dat, naast de professionele criteria, geen rekening wordt gehouden met het criterium gender. In dat verband beveelt de werkgroep aan om het gebruikte selectiemateriaal te onderzoeken en eventuele gendervooroordelen op te sporen. Bovendien moet de jury in ieder geval uit zowel vrouwen als mannen bestaan. Met het oog op de follow-up zou het geslacht van de kandidaten en van de geslaagden van de examens moeten worden geregistreerd. Over het geheel genomen beveelt de werkgroep de HR-diensten aan om bij alle selectieprocedures oog te hebben voor diversiteit. De begrippen “discriminatie”, “seksisme” en “pesterijen” komen aan bod in een bijlage bij het Statuut van het personeel. De werkgroep roept op tot een betere communicatie over het beleid, tot een betere definitie van die begrippen en tot de integratie ervan in het beleid. Ook moet worden nagegaan hoe de wet betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk wordt toegepast op elke categorie van personeelsleden op de werkplek. Het evenwicht tussen beroepsleven en privéleven verschilt van dienst tot dienst, naargelang van de rechtstreekse dan wel onrechtstreekse betrokkenheid bij de parlementaire werkzaamheden. Verzocht wordt dat de beslissingen van de Conferentie van voorzitters van 24 november 2021, inzake functioneler vergaderen, worden toegepast. De werkgroep beveelt aan om duidelijk te bepalen welke prestaties een rustperiode vereisen en om rekening te houden met de schoolvakanties in het Franstalig onderwijs. Een algemene aanbeveling zou zijn om inzake het evenwicht tussen beroepsleven en privéleven een kwalitatieve analyse uit te voeren met externe deskundigen. Voorts bestaat er een grote onbalans tussen het aantal mannen en vrouwen in de structuur van

politiques. Le niveau politique doit être impliqué dans les changements et garantir une continuité.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Questions et interventions des membres

Mme Kathleen Depoorter (N-VA) estime que de belles avancées ont déjà été menées dans la représentation des femmes au Parlement. Selon l'oratrice, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée doit être garanti, tant pour les hommes que pour les femmes. La prise en compte de cet aspect pour les hommes fait, selon elle, défaut dans le rapport d'audit. Elle est d'avis que tous les genres doivent être représentés dans les commissions et souligne que son groupe politique a souvent fait figure d'exemple à ce sujet. Ceci étant dit, elle n'est pas favorable à la mise en place de quotas dans la composition des commissions.

La membre revient ensuite sur les missions parlementaires à l'étranger et la question des indemnités relatives à la garde des enfants. Elle se dit étonnée de cette proposition car les parlementaires perçoivent déjà une allocation lorsqu'ils se rendent à l'étranger pour couvrir leurs frais éventuels. De plus, chaque parent, qu'il aille en mission à l'étranger ou pas, doit s'assurer d'une garde pour son enfant. Elle n'est donc pas favorable à une indemnité supplémentaire.

L'intervenante salue l'idée de prévoir des locaux pour les femmes allaitantes. Lorsqu'elle était indépendante, Mme Depoorter amenait ses enfants avec elle au travail. Néanmoins, cette situation n'est pas idéale lorsque le but est de respecter l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Quelle est donc la limite? Ne vaudrait-il pas mieux mettre en place une crèche au sein de l'institution? De cette manière, les pères pourraient eux aussi y amener leurs enfants.

L'oratrice souhaite plus d'informations concernant le plan d'action diversité des ressources humaines. Elle estime que des mesures existent déjà à ce sujet.

Concernant les sanitaires, l'intervenante estime que leurs usagers doivent avoir le choix d'emprunter des toilettes neutres ou non.

L'intervenante craint que viser un équilibre homme-femme dans les photos et vidéos postées par la Chambre ne soit pas réaliste. En effet, cette législature compte deux femmes présidentes pour chaque assemblée, qui sont donc plus visibles que les hommes dans les médias de la Chambre. Est-ce qu'une piste de solution est en

overlegfase met de leidend ambtenaren en met de politici. Het politieke niveau moet worden betrokken bij de veranderingen en moet een continuïteit garanderen.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

Mevrouw Kathleen Depoorter (N-VA) vindt dat er al heel wat vooruitgang is geboekt betreffende de vertegenwoordiging van vrouwen in het Parlement. Volgens de spreker moet het evenwicht tussen het beroepsleven en het privéleven worden gewaarborgd, voor zowel mannen als vrouwen. In dit auditverslag is volgens de spreker te weinig aandacht voor dat aspect wanneer het om mannen gaat. Ze is van oordeel dat elk gender in de commissies vertegenwoordigd moet zijn en benadrukt dat haar fractie op dat vlak al vaak het goede voorbeeld heeft getoond. Dit gezegd zijnde, is ze geen voorstander van quota voor de samenstelling van de commissies.

Het lid heeft het vervolgens over de parlementaire zendingen in het buitenland en de vergoedingen voor kinderopvang. Ze is verbaasd over dit voorstel, aangezien de parlementsleden al een toelage krijgen om hun eventuele kosten te dekken als ze naar het buitenland reizen. Bovendien moet elke ouder, of die nu op zending naar het buitenland moet of niet, zorgen voor opvang voor zijn kind. Ze is daarom geen voorstander van een bijkomende vergoeding.

De spreker staat achter het idee om te voorzien in borstvoedingsruimtes. Toen ze nog als zelfstandige werkte, nam mevrouw Depoorter haar kinderen mee naar het werk. Die situatie is echter niet ideaal als men het evenwicht tussen werk en privé wil eerbiedigen. Waar ligt dus de grens? Zou het daarom niet beter zijn om binnen de instelling een crèche op te richten? Op die manier zouden ook de vaders hun kinderen kunnen meebrengen.

De spreker wil meer informatie over het actieplan diversiteit van de dienst Human Resources. Volgens haar bestaan er op dat vlak al maatregelen.

Wat de toiletten betreft, is de spreker van oordeel dat de gebruikers de keuze moeten hebben om al dan niet gebruik te maken van een genderneutraal toilet.

De spreker vreest dat het onrealistisch is te streven naar een genderevenwicht in de foto's en video's die door de Kamer online worden geplaatst. Tijdens deze zittingsperiode hebben zowel de Kamer als de Senaat een vrouwelijke voorzitter; zij zijn dus zo al zichtbaarder

cours de réflexion? La question est-elle de représenter un genre ou une fonction?

Au sujet des œuvres d'arts, l'intervenante rejoint l'idée qu'il y a une forte présence masculine. Néanmoins, cela reflète l'histoire du pays. Elle espère que les sculptures et tableaux ne seront pas enlevés mais qu'on veillera plutôt à impliquer davantage d'artistes féminines; elle demande plus d'informations à ce sujet.

Mme Séverine de Laveleye (Ecolo-Groen) estime qu'œuvrer à une meilleure représentation des femmes est très important car la société est confrontée à des politiques antigénres qui se structurent de plus en plus. Le fait d'avoir un Parlement exemplaire en la matière reste un rempart solide contre les injustices.

La membre rappelle qu'il a fallu élaborer des lois pour augmenter le nombre de femmes au sein de la Chambre. Elle affirme qu'il faut continuer de travailler avec de tels outils législatifs pour renforcer la présence des femmes.

L'intervenante demande plus d'informations concernant les fonctions spéciales et les missions externes. Elle estime que les hommes participent davantage à ces missions que les femmes. Dans le même ordre d'idées, elle se pose également la question de savoir si les hommes restent plus longtemps au Parlement que les femmes. Cet élément est important à prendre en compte dans les efforts de renouveau politique.

Concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et notamment l'allocation octroyée aux députés lorsqu'ils se rendent en mission, l'intervenante rappelle qu'il existe aussi une indemnité pour l'usage d'une voiture. Pourquoi dès lors ne pourrait-on pas octroyer une indemnité lorsqu'il faut faire garder un ou des enfants en bas âge? Cette question d'équilibre doit aussi être envisagée pour les fonctionnaires.

Mme de Laveleye affirme ensuite être très souvent témoin de propos sexistes au sein de l'assemblée. Un code de conduite serait donc utile.

À propos du langage inclusif, l'intervenante rappelle que les diminutifs sont souvent utilisés au sein de la Chambre et que cela ne pose pas de problèmes. Elle comprend que les personnes qui ont des difficultés de lecture soient préoccupées. Néanmoins, il ne faut pas opposer les besoins d'égalité aux besoins d'inclusivité, car l'un et l'autre sont tout à fait compatibles.

in de media van de Kamer dan de mannen. Wordt er momenteel nagedacht over een oplossing? Moeten zij een geslacht of een functie vertegenwoordigen?

Wat de kunstwerken betreft, is de spreekster het ermee eens dat de mannen sterk vertegenwoordigd zijn, maar dat is nu eenmaal een weerspiegeling van de geschiedenis van het land. Ze hoopt dat de beeldhouwwerken en schilderijen niet zullen worden weggenomen, maar dat men er veeleer op zal toezien dat er vaker werk van vrouwelijke kunstenaars aan bod komt; ze vraagt hierover meer informatie.

Mevrouw Séverine de Laveleye (Ecolo-Groen) vindt het heel belangrijk dat men werk maakt van een betere vertegenwoordiging van vrouwen, aangezien de samenleving geconfronteerd wordt met antigenderbeleid dat steeds meer gestructureerd is. Door het goede voorbeeld te tonen, werpt het Parlement al een stevige dam op tegen onrechtvaardigheid.

Het lid wijst erop dat er wetten nodig waren om meer vrouwen in de Kamer te krijgen. Ze is van oordeel dat men de wetgevende instrumenten moet blijven benutten om de aanwezigheid van vrouwen te versterken.

De spreekster vraagt meer informatie over de speciale functies en de externe zendingen. Ze heeft de indruk dat mannen vaker aan dergelijke zendingen deelnemen dan vrouwen. Evenzo vraagt ze zich af of mannen langer in het Parlement blijven dan vrouwen. Dat is een belangrijk aspect om rekening mee te houden in het streven naar politieke vernieuwing.

Aangaande het evenwicht tussen werk en privé, en in het bijzonder in verband met de vergoeding voor de Kamerleden die deelnemen aan een parlementaire zending, wijst de spreekster erop dat er ook een vergoeding is voor het gebruik van een auto. Waarom zou er dan geen vergoeding mogen worden gegeven voor de opvang van jonge kinderen? Dat aspect van het evenwicht tussen werk en privé moet ook voor de ambtenaren worden overwogen.

Mevrouw de Laveleye verklaart vervolgens heel vaak getuige te zijn van seksistische opmerkingen in de Kamer. Een gedragscode zou dus zinvol zijn.

Wat inclusief taalgebruik betreft, wijst de spreekster erop dat in de Kamer vaak verkleinwoorden worden gebruikt, wat geen probleem is. Ze begrijpt dat mensen die moeilijkheden hebben om te lezen zich zorgen maken, maar de nood aan gelijkheid mag niet worden afgewogen tegen de nood aan inclusiviteit, aangezien de beide volstrekt compatibel zijn.

Mme Laurence Zanchetta (PS) soutient la démarche de la présidente de la Chambre en faveur d'un Parlement plus sensible au genre, tant au niveau politique que du personnel de la Chambre. Le présent rapport d'audit offre un éclairage sur certains éléments à améliorer ou prendre en compte. Le groupe de travail qui a rédigé ce rapport a renvoyé certaines recommandations aux groupes politiques, notamment celles qui concernent la composition du gouvernement, ou la nécessité ou non de réformer le système électoral. La membre indique que son groupe plaide pour que soit garantie la parité au sein de l'exécutif.

Le rapport d'audit démontre également qu'il manque un cadre de référence clair en matière de promotion de l'égalité au sein de la Chambre. Il est recommandé de mettre en place un plan d'action précis, avec une vision stratégique et des objectifs. Pour réaliser ces projets, le Parlement ambitionne de désigner une personne chargée d'être référent genre et diversité. Quand cela pourrait-il être envisagé? un calendrier a-t-il été élaboré pour l'avenir?

Parmi les constats, il a été observé que les postes de direction au sein de la Chambre sont principalement occupés par des hommes. Une recommandation a été formulée à cet égard. Néanmoins, l'oratrice souhaite savoir si des quotas ont été envisagés.

Concernant les recommandations liées à l'amélioration des infrastructures, l'intervenante souhaite savoir si d'autres initiatives seront envisagées d'ici la fin de la législature.

Mme Zanchetta rappelle ensuite qu'en 2024, la Belgique assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne. Dans ce cadre, la question de la promotion de l'égalité entre les genres pourrait être mise en avant. Elle aimerait savoir quelles seront les initiatives prises à cet effet.

Mme Katleen Bury (VB) affirme elle aussi qu'un chemin a déjà été parcouru en termes d'égalité entre les hommes et les femmes. Elle estime néanmoins qu'il est important de ne pas exagérer dans un autre sens. Elle se demande si cette recherche d'équilibre entre les genres est à l'avantage de la femme et si cela ne risque pas de compromettre leur position.

La membre est par ailleurs convaincue qu'il faut débattre sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée mais que cet équilibre concerne tant les hommes que les femmes. Elle reconnaît que la mise en place d'une crèche au sein du Parlement est une piste à étudier.

Mevrouw Laurence Zanchetta (PS) steunt de Kamervoorzitster in haar streven naar een meer genderbewust Parlement, zowel op politiek niveau als met betrekking tot het personeel van de Kamer. Dit auditverslag schept duidelijkheid over bepaalde aspecten die voor verbetering vatbaar zijn of waarmee rekening moet worden gehouden. De werkgroep die het verslag heeft opgesteld, heeft de fracties een aantal aanbevelingen voorgelegd, in het bijzonder met betrekking tot de samenstelling van de regering of de noodzaak om het kiesstelsel al dan niet te hervormen. Het lid stipt aan dat haar fractie voorstander is van een gewaarborgde pariteit binnen de regering.

Uit het auditverslag blijkt ook dat er geen duidelijk referentiekader is voor het bevorderen van gelijkheid in de Kamer. Er wordt aanbevolen een nauwkeurig actieplan op te stellen met een strategische visie en doelstellingen. Om deze projecten te verwezenlijken, is het Parlement van plan een referent voor gender en diversiteit aan te wijzen. Wanneer zou dat kunnen gebeuren? Werd al een tijdspad voor de toekomst opgesteld?

Een van de vaststellingen is dat de directiefuncties binnen de Kamer vooral door mannen worden bekleed. Een van de aanbevelingen had daarop betrekking. Toch wil de spreker vernemen of men nadenkt over quota.

Betreffende de aanbevelingen voor een betere infrastructuur vraagt de spreker of tegen het einde van de zittingsperiode nog initiatieven zullen worden genomen.

Mevrouw Zanchetta wijst erop dat de bevordering van gendergelijkheid nadrukkelijk aan bod zou kunnen komen in het kader van het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie in 2024. Ze vraagt of daartoe initiatieven zullen worden genomen.

Ook mevrouw Katleen Bury (VB) erkent dat er inzake de gelijkheid van mannen en vrouwen al een weg is afgelegd. Zij vindt het niettemin belangrijk dat de slinger niet in de tegenovergestelde richting doorslaat. Ze vraagt zich af of die zoektocht naar een genderevenwicht de vrouw ten goede komt en of dat haar positie niet dreigt te schaden.

Voorts is het lid ervan overtuigd dat een debat over het evenwicht tussen werk en privé nodig is, maar dat die balans zowel de mannen als de vrouwen aangaat. Ze vindt kinderopvang binnen het Parlement een te onderzoeken denkspoor.

Enfin, l'idée de prévoir des toilettes neutres semble, pour l'oratrice, un peu exagérée.

Mme Caroline Taquin (MR) revient sur la loi sur le sexisme et affirme que celle-ci est imparfaite. Il est parfois hâtif de déclarer qu'un propos est sexiste alors que le tribunal lui-même l'identifie simplement comme une insulte.

Mme Goedele Liekens (Open Vld) estime que ce rapport d'audit est important, surtout dans le contexte actuel où l'on assiste à un recul des droits des femmes. La Chambre des représentants a réalisé beaucoup d'avancées mais un long chemin reste à parcourir. La membre est d'avis que ces avancées restent des "premiers pas" car certains éléments ne sont pas pris en considération.

Concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, Mme Liekens est favorable à la mise en place plus régulière de réunions hybrides, comme en période de confinement.

L'intervenante souligne ensuite que les femmes politiques sont régulièrement victimes de comportements sexistes. Selon elle, une femme sur six interrompt son mandat ou ne se représente pas pour un second mandat en raison des violences sexistes qu'elle a subies. Les causes peuvent aussi avoir trait à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée mais le harcèlement en ligne est aussi un élément très présent. Cet aspect est difficile à contrer en interne mais il faudrait se pencher sur la question.

Enfin, la membre insiste sur la nécessité d'impliquer davantage les hommes dans cette sensibilisation au genre.

Mme Karin Jiroflée (Vooruit) demande plus d'informations sur la suite qui sera donnée à ce rapport d'audit et ces recommandations.

B. Réponses

Mme Eliane Tillieux, présidente de la Chambre des représentants, affirme que ce rapport a une dimension féministe. En effet, depuis deux cents ans, cette assemblée était principalement masculine. Il faut donc mesurer, en termes de qualité, si les femmes occupent bien la place qui leur revient. Au-delà de cet aspect, Mme Tillieux rappelle que la Chambre est le lieu de la démocratie et que, par conséquent, elle se doit d'être représentative de la société, qui est composée à la fois d'hommes et de femmes. Elle reste convaincue que cette assemblée ne sera le reflet intégral de la société qu'en affichant un équilibre entre les genres. La présence de

Tot slot lijkt het idee van genderneutrale toiletten haar wat overdreven.

Mevrouw Caroline Taquin (MR) komt terug op de seksismewet en stelt dat die gebrekkig is. Een bepaalde uitspraak wordt soms nogal overhaast seksistisch bevonden, terwijl de rechtbank ze gewoon als een belediging beschouwt.

Mevrouw Goedele Liekens (Open Vld) vindt het auditrapport belangrijk, vooral nu de vrouwenrechten erop achteruitgaan. De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft veel vooruitgang verwezenlijkt, maar er is nog een lange weg af te leggen. Het lid vindt die stappen vooruit slechts "eerste stapjes", want er wordt met sommige elementen geen rekening gehouden.

Wat de balans tussen werk en privé betreft, is mevrouw Liekens ervoor te vinden vaker hybride vergaderingen te organiseren, zoals tijdens de lockdown.

Ze wijst er vervolgens op dat vrouwelijke politici vaak slachtoffer worden van seksistisch gedrag. Volgens haar zet één vrouw op zes haar mandaat stop of komt ze niet meer op voor een tweede mandaat wegens seksistisch geweld. De balans tussen werk en privé kan een oorzaak zijn, maar online stalking is eveneens een heel bepalende factor. Dat aspect is moeilijk intern tegen te gaan, maar zou toch moeten worden aangepakt.

Tot slot hamert het lid op de noodzaak om meer mannen te betrekken bij die sensibilisering voor het gendervraagstuk.

Mevrouw Karin Jiroflée (Vooruit) vraagt meer informatie over het gevolg dat aan dit auditrapport en aan de aanbevelingen zal worden gegeven.

B. Antwoorden

Mevrouw Eliane Tillieux, voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, stelt dat dit rapport een feministische dimensie heeft. Al tweehonderd jaar is deze assemblee immers hoofdzakelijk een mannenbastion. In termen van kwaliteit moet dus worden nagegaan of de vrouwen wel de plaats bekleden die hun toekomt. Daarnaast herinnert mevrouw Tillieux eraan dat de Kamer bij uitstek de plaats van de democratie is en dat zij bijgevolg representatief moet zijn voor de samenleving, die bestaat uit zowel mannen als vrouwen. Zij blijft ervan overtuigd dat deze assemblee slechts een integrale afspiegeling van de samenleving zal zijn als ook hier een

femmes au Parlement est assez récente par rapport à l'histoire et il en va de même pour l'exécutif. Certes, le mouvement est en marche mais il faut continuer à faire en sorte que cette égalité devienne naturelle et que la société ne fasse pas marche arrière.

Les parlementaires peuvent se saisir des recommandations dans le but d'élaborer une proposition de loi ou de résolution, ou porter ce thème dans d'autres instances. Mme Tillieux s'engage quant à elle à le porter à l'occasion de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Elle a déjà eu des contacts avec ses homologues qui défendent les questions de genre au Parlement européen et qui accepteraient de signer une charte d'engagement pour des parlements plus sensibles au genre. Le message est qu'il faut un cadre pour baliser la thématique du genre au Parlement. Certaines lois ont déjà tracé le chemin mais il serait possible d'aller plus loin, notamment avec un code de conduite concernant le sexisme et le harcèlement. Le Parlement a la liberté de définir son avenir et il faut saisir cette opportunité.

Pour ce qui est de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, Mme Tillieux est convaincue que cela concerne autant les femmes que les hommes. Il est en effet complexe d'assumer un rôle de parlementaire tout en restant un parent investi. Elle estime cependant que le Parlement doit montrer l'exemple.

Le présent rapport d'audit sur le genre a également été présenté au comité de gouvernance et au Bureau de la Chambre. Suite à son approbation par le Bureau, un plan d'action a été proposé, qui prévoit notamment la désignation d'un référent genre et diversité. Un appel a été lancé et une seule personne a déposé sa candidature, mais l'a ensuite retirée. Un nouvel appel va être lancé, avec des conditions d'accès plus souples.

D'autres mesures ont déjà été prises, telles que la modification des statuts ou l'obligation de mixité dans les délégations. Mme Tillieux est néanmoins consciente que beaucoup de facteurs influencent la composition d'une délégation.

En guise de conclusion, elle rappelle que les notes rédigées par les services de la Chambre pour le Comité ou le bureau comportent aussi bien l'impact budgétaire que l'impact de genre. C'est un aspect plus difficile à faire accepter car son évaluation nécessite de trouver de nouveaux outils. Mais mesurer cet impact est indispensable pour promouvoir l'égalité des genres.

genderbalans bestaat. In een historisch perspectief is de aanwezigheid van vrouwen in het Parlement vrij recent. Hetzelfde geldt voor de uitvoerende macht. De trend is zeker gezet, maar er blijven inspanningen nodig opdat die gelijkheid iets natuurlijks wordt en de samenleving geen stap terug doet.

De parlementsleden kunnen de aanbevelingen aangrijpen om een wetsvoorstel of een voorstel van resolutie uit te werken; ze kunnen dit thema ook naar andere instellingen uitdragen. Mevrouw Tillieux verbindt zich ertoe dat thema aan te kaarten ter gelegenheid van het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie. Ze heeft al contacten gehad met haar tegenhangers die de genderkwesties verdedigen in het Europees Parlement en die bereid zouden zijn een handvest te ondertekenen voor genderbewustere parlementen. De boodschap is dat er een kader nodig is als leidraad voor de genderthematiek in het Parlement. Via sommige wetten is al een pad uitgestippeld, maar men zou verder kunnen gaan, namelijk met een gedragscode betreffende seksisme en stalking. Het Parlement kan vrij zijn toekomst bepalen en moet die kans grijpen.

Wat het evenwicht tussen werk en privéleven betreft, is mevrouw Tillieux ervan overtuigd dat dit zowel vrouwen als mannen aanbelangt. Parlements lid zijn valt inderdaad moeilijk te combineren met de rol van betrokken ouder. Zij vindt echter dat het Parlement het voorbeeld moet geven.

Dit auditrapport over gender werd ook voorgesteld aan het bestuurscomité en aan het Bureau van de Kamer. Na de goedkeuring ervan door het Bureau werd een actieplan voorgesteld, dat met name voorziet in de aanwijzing van een referent "gender en diversiteit". Er werd een oproep gelanceerd en slechts één iemand heeft gekandideerd, maar heeft die kandidatuur vervolgens weer ingetrokken. Er zal een nieuwe oproep worden gelanceerd, met soepeler toegangsvoorwaarden.

Er werden al andere maatregelen genomen, zoals de statutenwijziging of de verplichte gemengdheid in de delegaties. Mevrouw Tillieux is zich er niettemin van bewust dat veel factoren de samenstelling van een delegatie beïnvloeden.

Concluderend herinnert zij eraan dat de door de diensten van de Kamer opgestelde nota's voor het Comité of het bureau zowel de budgettaire weerslag als de genderweerslag bevatten. Het ligt moeilijk dat aspect ingang te doen krijgen, want de evaluatie ervan noopt tot het vinden van nieuwe instrumenten. Die weerslag meten is niettemin onmisbaar om de gendergelijkheid te bevorderen.

Mme Veerle De Bleser, première conseillère au service du compte-rendu analytique, revient sur quelques questions factuelles. L'espace pour allaiter est abordé au chapitre "infrastructure". Le but n'est pas d'amener son enfant au travail mais de donner la possibilité à toutes les femmes qui le souhaitent, qu'elles soient membres du Parlement ou visiteuses, d'utiliser ce local. Il est demandé de réfléchir à la mise à disposition d'un local plus central, le local actuel se trouvant près du cabinet de la médecin du travail.

L'organisation d'un service de garde d'enfants a été étudiée par le passé, notamment par le biais d'une enquête. Il en résulte que les membres du personnel ne demandent pas nécessairement d'amener leurs enfants sur le lieu de travail. La Chambre a dès lors opté pour une intervention financière dans les frais de garde.

La rapporteure,

Goedele Liekens

La présidente,

Karin Jiroflée

Mevrouw Veerle De Bleser, eerste adviseur bij de dienst Beknopt Verslag, komt terug op enkele feitelijke kwesties. Het hoofdstuk over infrastructuur bevat een onderdeel over de borstvoedingsruimte. Het is niet de bedoeling je kind mee te brengen naar het werk, maar om alle vrouwen die dat wensen, parlementsleden of bezoekers, de mogelijkheid te geven die ruimte te gebruiken. Er wordt gevraagd na te denken over een centraler gelegen lokaal, aangezien de huidige ruimte zich dicht bij het kabinet van de bedrijfsarts bevindt.

De organisatie van kinderopvang werd in het verleden al onderzocht, met name via een enquête. Daaruit blijkt dat de personeelsleden niet noodzakelijk vragen hun kinderen mee te kunnen brengen naar het werk. De Kamer heeft dan ook gekozen voor een financiële tegemoetkoming in de opvangkosten.

De rapportrice,

Goedele Liekens

De voorzitter,

Karin Jiroflée